



Revue Intelligence Stratégique
Journal des publications scientifiques
Volume 3, numéro 7
Juillet-Décembre 2020
p-ISSN : 3006-547X ; e-ISSN : 3006-5488
<https://doi.org/10.62912/>

**ETUDE EVALUATIVE DE L'IMPACT DE LA COVID-19 SUR LE COMMERCE
INTERNATIONAL : DES CONSEQUENCES SANITAIRES AUX CONSEQUENCES
ECONOMIQUES SUR LES PME**

Stéphane LUNKAMBA NDJIBU

Chef de Travaux au Département des Relations Internationales de l'Université Pédagogique
Nationale/Kinshasa-RDC et Doctorant en Economie Internationale

RESUME

Cet article présente l'impact que le Coronavirus sur les exportations et les importations et la manière dont la circulation des marchandises a été affectée à l'échelle internationale. Il ressort de cette analyse que cette pandémie de Covid-19 a bouleversé l'économie mondiale et le commerce international ainsi que la réduction de la production et de la consommation dans le monde entier.

Mots-clés : Covid-19, commerce international, PME.

SUMMARY

This paper reports on the impact of Coronavirus on exports and imports and how the movement of wares is affected internationally. It follows from this reflection that this Covid-19 pandemic has disrupted the global economy and international trade as well as the reduction in production and consumption throughout the world.

Keywords : Covid-19, international trade, SME.

INTRODUCTION

La crise sanitaire internationale de coronavirus a remis en question plusieurs schémas et a bousculé les flux commerciaux liés à la mondialisation. Tous les experts s'accordent à dire que le monde fait face à une crise généralisée, sans précédent, qui se propage avec une rapidité exceptionnelle et dont les conséquences prendront du temps à être assimilées et corrigées.

A cet effet, les différents scénarii qui se profilent à l'horizon pour la reprise économique mondiale comportent certes beaucoup de challenges et de difficultés mais aussi des opportunités dont beaucoup de pays de l'Afrique peuvent tirer profit.

La restructuration de l'ordre économique mondial impose ainsi une révision du fonctionnement des chaînes de valeur et une réduction de la dépendance à travers le renforcement de l'industrie nationale et la diversification de l'économie.

L'impact de Covid-19 sur le commerce et la croissance au niveau international est sans appel. La croissance mondiale 2019 est ralentie à 2,9% alors qu'elle devait se situer à 3,5%. Les changements drastiques de l'offre et la demande des biens et services ainsi que les perturbations des liens commerciaux et des règles commerciales imposés par la pandémie de Covid-19 ont un impact direct sur la croissance et sur le commerce international.

Selon l'OMC, la chute du commerce mondial de marchandises devrait afficher un recul de 13 à 32% en 2020 du fait de la pandémie. La reprise des échanges attendue en 2021 dépendra de la durée de l'épidémie et de l'efficacité des mesures adoptées pour y faire face. Presque toutes les régions enregistreront des baisses à deux chiffres du volume des échanges en 2020. Il est probable que le commerce chute plus brutalement dans les secteurs ayant des chaînes de valeur complexes, notamment l'électronique et les produits automobiles. Le commerce des services pourrait être plus directement touché en raison des restrictions visant les transports et les voyages.¹ Selon le FMI, une baisse du PIB mondial de 3% est prévue en 2020 avec une reprise en 2021 si la pandémie s'estompe au second semestre 2020. Pour sa part, la CNUCED prévoit que l'IDE connaîtra une chute de 30 à 40%.

En Afrique, la baisse de la croissance devrait se situer entre -1,7% et -2,6%, sans parler des perturbations majeures des chaînes d'approvisionnement attendues à ce niveau sur fond d'un recul de 51% des exportations et de 53% des importations. Les exportations de machines et

¹ KRUEGER A., « Effet des stratégies commerciales sur la croissance », dans *Finances et développement*, BIRD/FMI, Washington, 2020, p. 47.

équipements vers l'Afrique devraient baisser de 29% en glissement annuel à fin 2020, ce qui risque d'amplifier les perturbations des chaînes d'approvisionnement dans les secteurs manufacturiers.²

Il est à noter que les plus fortes baisses des exportations mondiales vers l'Afrique concernent les véhicules (-21%) ; les machines et équipements électroniques (-19%) et les vêtements et produits textiles (-18%).

Toutes ces hypothèses sont provisoires et éphémères d'autant plus qu'il a maintenant une deuxième vague de la pandémie de la Covid-19 qui se profile à l'horizon et beaucoup de pays sont déjà touchés dans ce sens et rentrent dans un confinement.

Cette étude présente un caractère général, quand bien même, que chaque pays a ses problèmes spécifiques. C'est pourquoi notre étude se veut être limitative dans le temps et dans l'espace. Dans le temps, c'est la période allant de 2019 à 2020. L'an 2019 coïncide avec la période dans laquelle le problème de la Covid-19 s'est imposé et 2020 la période dans laquelle nos investigations s'arrêtent. Par ailleurs, le monde comme étant un système constitue notre espace géographique.

Par ailleurs, la méthode comparative nous a permis d'établir un parallélisme entre les différentes données recueillies sur la problématique de la Covid-19 et son impact sur le commerce en vue d'être exploitées. Cette méthode a été appuyée par l'approche de l'analyse systémique suite à l'ouverture importante du commerce international et le degré élevé d'interconnexion des pays par rapport à l'économie mondiale. La technique documentaire et la webographie nous servent dans la consultation et d'interprétation des documents écrits et ceux postés sur les sites internet proches de notre sujet de recherche.

Le présent article se divise en plusieurs points notamment : aperçu théorique et conceptuel sur le commerce international, le commerce international et la pandémie de la Covid-19, de l'adaptation à la nouvelle

² Banque Mondiale, *Apport sur le développement dans le monde*, BIRD, Washington, 2020.

normalité et conséquences de la Covid-19 sur les PME, vers l'économie ou commerce en ligne.

I. APERÇU THEORIQUE ET CONCEPTUEL SUR LE COMMERCE INTERNATIONAL

La participation au commerce international est susceptible de procurer certains bénéfices car elle permet à un pays de tirer parti de ses avantages comparatifs, d'exploiter des économies d'échelle et de garantir le jeu de la concurrence, ce qui renforce la diversité des produits et, potentiellement, la stabilité des marchés.

Il est peu probable que les bénéfices résultants des échanges commerciaux se répartissent également entre pays ou en leur sein ; c'est ce qui explique l'opposition aux politiques de libre-échange.

Les décisions de politique portent rarement sur l'acceptation ou le refus absolu de participer au commerce international mais plutôt sur l'instauration de barrières commerciales. Les arguments en faveur du protectionnisme reposent sur des fondements aussi bien économiques qu'extra-économiques, y compris sur la question de la sécurité alimentaire. En règle générale, les mesures commerciales ne constituent ni les moyens les plus directs, ni les moyens les plus efficaces pour atteindre ces objectifs.

La libéralisation du commerce extérieur peut s'inscrire dans un cadre régional ou multilatéral. Les dispositions commerciales régionales sont de plus en plus fréquentes même si la place qui y est accordée à l'agriculture est souvent problématique.³

L'ordre du jour des négociations sur le commerce reflète de plus en plus les nouvelles préoccupations des groupes de consommateurs et d'ONG des pays de l'OCDE, et de moins en moins les préoccupations classiques du déclin des termes de l'échange et de l'échange inégal exprimées par les pays en développement.

³ LITTLE, *Industrie et commerce international dans quelques PVD, PUO*, Montréal, 2019, p. 58.

I. 1. Gains économiques de la participation au commerce international

Les principales tendances du commerce international et du commerce des produits agricoles, la tendance à long terme des flux commerciaux internationaux de la plupart des produits n'a cessé de croître au cours des deux derniers siècles et a fait l'objet d'une spectaculaire accélération depuis la Deuxième Guerre mondiale. Celle-ci ne résulte cependant, non seulement, de la formidable amélioration des divers moyens de transport et de communication, mais aussi, de ce qu'on peut retirer des bénéfices des échanges commerciaux.

Les économistes ont avancé un grand nombre d'arguments en faveur du commerce international des produits. Certains sont manifestes et relèvent du bon sens tandis que d'autres sont moins évidents à saisir. Ces arguments peuvent être regroupés en trois grandes catégories en fonction des critères sur lesquels ils reposent à savoir : l'augmentation induite par le commerce du montant total de biens et de services disponibles pour la population du pays (thèse de l'accroissement de la consommation) ; la diversité de biens et de services auxquels la population peut accéder grâce au commerce (thèse de la diversification) et la stabilité de l'offre et des prix des biens et services qui résultent du commerce (thèse de la stabilité).

I. 2. Théorie des avantages comparatifs

Une des raisons qui fait que le commerce international peut augmenter le volume des biens et services disponibles dans un pays donné et à un moment donné est que celui-ci permet d'acheter des biens et services dans les lieux où leurs coûts de production sont comparativement moindres. Les ressources locales qui, en l'absence de commerce, étaient employées à la production de certains biens sont dès lors libérées, ce qui permet que d'autres biens soient produits en une proportion plus importante.

Si par exemple, les Etats-Unis d'Amérique sont capables de produire à la fois des puces électroniques et du sucre mais qu'ils sont bien meilleurs dans la fabrication des puces électroniques que dans la production du sucre et que la Chine est capable de produire à la fois des puces électroniques et

du sucre mais qu'il est bien meilleur dans la production de sucre, chacun de ces pays aura alors intérêt à échanger ces deux produits.

Le montant total des ressources nécessaires pour produire la quantité totale de sucre et de puces consommées par les Etats-Unis et la Chine sera alors moindre dans chacun de ces pays si la Chine se spécialise dans la production de sucre et les Etats-Unis dans celle de puces et que les deux font commerce de ces produits.

I. 3. Bénéfices tirés des échanges commerciaux

Ce bénéfice combiné sera partagé entre les Etats-Unis d'Amérique et la Chine et la façon dont il sera effectivement réparti dépendra du rapport entre le cours mondial des puces électroniques et celui du sucre c'est ce que les économistes appellent « les termes de l'échange au niveau international ».

En l'absence de commerce international, chaque pays a son propre rapport d'échange intérieur entre chacun de ces produits. Ce rapport vaudra, par exemple, 50 kg de sucre aux Etats-Unis d'Amérique pour une puce électronique standard et 100 kg de sucre en Chine. On remarquera que ces deux rapports d'échange témoignent de la meilleure efficacité relative qu'il y a à produire du sucre en Chine et des puces aux Etats-Unis d'Amérique.

Les termes de l'échange se situeront dès lors dans l'intervalle compris entre le rapport d'échange des Etats-Unis d'Amérique et celui de la Chine car si ce n'était pas le cas, l'un des deux pays ne serait pas intéressé aux échanges. En outre, le commerce favorisera d'autant plus un pays que les termes de l'échange seront différents de son propre ratio intérieur.

Dans notre exemple, une puce électronique s'échange contre 90 Kg de sucre, le gain résultant de la participation au commerce international va plutôt aux Etats-Unis d'Amérique qu'en Chine. En vendant une puce électronique en Chine, les Etats-Unis obtiennent 90 kg de sucre, c'est-à-dire 40 kg de plus (80% de plus) que s'ils l'avaient produit eux-mêmes. En vendant 90 kg de sucre aux Etats-Unis d'Amérique, la Chine obtient une puce

électronique, c'est-à-dire 0,1 puce de plus (11,1% de plus) que s'ils l'avaient produite chez eux.⁴

I. 4. Inquiétudes de l'opinion publique sur commerce international

Au cours de ces dernières années, tandis que les approches structuralistes et de la théorie de la dépendance ont perdu du terrain et ce en dépit de la chute des prix des matières premières et de la crise de la dette, le débat public sur les sujets liés au commerce international s'est peu à peu ouvert aux questions sociales, éthiques et d'environnement.

Ce mouvement reflète les inquiétudes croissantes de nombreux consommateurs. Celles-ci portent sur la nature plus ou moins acceptable des produits proposés sur le marché qui résulte soit des caractéristiques propres à ces marchandises, soit des rapports sociaux qui ont sous-tendu leur production. Ce mouvement est également lié au regain des considérations « éthiques », en particulier dans les pays de l'OCDE et une kyrielle d'organisations non-gouvernementales figure en première ligne des débats qui portent sur ces questions. Des organisations telles que Human Rights Watch ou Amnesty International sont engagées dans la promotion auprès des entreprises de codes de bonne conduite favorables aux droits de l'Homme.

Certains produits agricoles d'exportation non-traditionnelle, comme les fleurs, sont indiqués comme devant faire l'objet d'une attention toute particulière dans les codes de conduite et dans les accords portant sur les conditions de travail car de gros risques sanitaires sont en jeu. C'est ce que nous vivons avec la pandémie de la Covid-19.

La campagne connue en France sous le slogan « De l'éthique sur l'étiquette » vise à améliorer les conditions de travail et les conditions de vie des travailleurs du secteur textile du monde entier.

Parmi les thèmes qui ont ainsi été mis sur le devant de la scène par l'opinion publique, on peut citer : la certification des produits issus de l'agriculture biologique ; l'étiquetage des produits contenant des organismes génétiquement modifiés ; la santé animale et végétale et la sécurité sanitaire

⁴ Michèle Rioux, Directrice du Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation (CEIM).

pour les humains ; les clauses sociales des accords commerciaux qui instaurent comme condition d'accès aux marchés le fait que les pays exportateurs satisfassent un minimum reconnu de lois du travail ; et la promotion auprès des entreprises qui opèrent au niveau international de codes de bonne conduite qui soient favorables aux droits de l'Homme; la promotion de circuits de «commerce équitable ».

II. COMMERCE INTERNATIONAL ET LA PANDEMIE DE LA COVID-19

Les grands bouleversements économiques auxquels a été confronté le monde ont souvent entraîné des changements à long terme. Des événements comme la Deuxième Guerre mondiale et le choc pétrolier des années 1970 ont provoqué des transformations majeures de l'économie mondiale.⁵ Dans l'avenir, dira-t-on qu'il y a eu un avant et un après Covid-19 ?

II. 1. Pandémie de la Covid-19 vers un tournant des échanges internationaux

Ce n'est pas la première fois que l'on fait face à une crise majeure dont on pense qu'elle va fondamentalement modifier la donne et que, finalement, rien ne change, soutient Florian Mayneris.⁶ Par exemple, la crise financière de 2008, dont on s'est dit qu'elle allait provoquer de grands changements dans les marchés financiers, le système bancaire, etc., et, en fait, on a vu dans les années suivantes qu'il y avait un retour au fonctionnement habituel, note le même auteur.

Pour sa part, Michèle Rioux pense que les problèmes soulevés par la crise ne sont pas nouveaux. Ils ont été nommés, identifiés et analysés depuis au moins deux décennies, notamment l'hypermobilité des biens, services et personnes dans une mondialisation économique sans régulation adéquate en cas de crise.

Madame Rioux garde cependant espoir que cette crise conduirait à jeter les bases d'une mondialisation durable et progressiste. « Les

⁵ Disponible sur <http://www.intracen.org/publication/smeco2020>, 2020.

⁶ Florian Mayneris professeur au Département des sciences économiques de l'Université du Québec à Montréal (UQAM).

organisations internationales, comme les institutions nationales ont échoué jusqu'à maintenant à s'attaquer aux défis de la mondialisation », ajoute-t-elle. Pour elle, cette crise est un symptôme et il faut maintenant penser à la prescription.

II. 2. De la transformation des chaînes d'approvisionnement mondiales

Les dimensions sécuritaires devront dorénavant être prises en considération dans les politiques publiques. Il faudra trouver des réponses qui permettront d'opérer des changements rapides d'approvisionnement si une crise semblable devait se répéter.

Cependant, les plans de stabilisation et de relance doivent prendre en compte les vulnérabilités qu'entraîne cette dépendance internationale. Certains produits traversent des dizaines de frontières avant d'être achetés à un endroit précis.

Le défi est de rendre cette chaîne robuste et d'avoir des réponses rapides lorsqu'elle est brisée. En ce moment, les équipements sanitaires et de la santé, l'alimentation, sont des secteurs où il faut penser et agir rapidement.

Une grande partie des médicaments utilisés dans le monde sont fabriqués en Chine. La dépendance de plusieurs pays occidentaux et africain envers les entreprises pharmaceutiques chinoises, a fait la manchette à plusieurs reprises.

La Chine est le plus gros et parfois le seul fournisseur d'ingrédients actifs à la base de certains médicaments essentiels. Elle contrôle également 90 % de l'approvisionnement mondial de minéraux tels que le lithium, l'uranium, le césium et le cobalt, essentiels à la fabrication de produits technologiques et militaires.

Mais pour Florian Mayneris⁷, le problème n'est pas tant la dépendance des entreprises mondiales envers la Chine qu'envers un nombre trop restreint de fournisseurs. Les deux tiers du commerce mondial, souligne-

⁷ Disponible sur <https://ici.radio-canada.ca>, consulté le 20 octobre 2020.

t-il, concernant des biens intermédiaires, c'est-à-dire des biens qui seront transformés pour produire des biens de consommation.

Si l'on prend par exemple l'iPhone, il y a une partie qui est faite en Corée du Sud, une autre partie en Allemagne, et l'assemblage se fait uniquement en Chine, explique-t-il. A chaque étape, c'est une seule entreprise qui le fait. Donc, si Foxconn, qui l'assemble en Chine, tout d'un coup ne peut plus fonctionner, on ne pourra plus du tout assembler l'iPhone. Alors que s'il y avait plusieurs entreprises à différents endroits qui l'assemblent, on aurait une plus grande résilience en cas de choc.

Ce n'est pas juste la mondialisation en tant que telle qui expose les chaînes de valeur des entreprises à des risques, c'est le fait que l'on concentre chaque étape dans une seule entreprise.

II. 3. Fermeture des frontières face aux traités de libre-échange et de libre circulation

L'ordre mondial auquel on était habitué en matière de commerce international est en train de changer. Si les pays, sur le modèle de ce qui était en train de se passer entre les Etats-Unis et la Chine, se mettent à ériger de nouvelles barrières commerciales de manière éparpillée, avec les chaînes de valeur éclatées internationalement, cela posera un problème parce que les coûts vont augmenter.

Fermer les frontières est une réponse simple, voire simpliste, mais insoutenable et indésirable à long terme, ajoute pour sa part Michèle Rioux. Selon elle, la lutte contre la Covid-19 devrait plutôt servir de laboratoire pour la coopération internationale, notamment en ce qui concerne les dimensions économiques et sanitaires. Il faut espérer qu'il y aura assez de leadership au niveau international en ce sens.

II. 4. Qu'est-ce qui pourrait changer à l'avenir ?

La crise révèle certaines faiblesses du système économique mondial, mais pour qu'il y ait des transformations, encore faudrait-il que la volonté politique soit là et, surtout, qu'elle le soit à long terme.

Changer les habitudes est toujours coûteux parce qu'on s'attaque à des choses établies de longue date. On a donc tendance à ne pas vouloir agir, encore moins quand il s'agit d'un événement aussi rare que la crise que nous sommes en train de vivre. Cela prendrait donc une concertation internationale et une volonté d'avancer ensemble pour les années à venir, en gardant en mémoire ce qui est arrivé.

Pour Michèle Rioux, il importe de penser à la génération âgée de 15 à 30 ans, qui sera le pilier de la reconstruction à venir. Les plans de relance doivent être conçus pour eux, estime-t-elle.

Toutefois, il y a un risque que si la crise se prolonge, nous nous retrouvions dans une période de refroidissement et de concurrence accrue entre Etats. Si les ressources deviennent rares, les rivalités seront exacerbées et tous les dangers sont alors possibles, notamment la fermeture quasi permanente des frontières et des systèmes de surveillance et de contrôle très intrusifs.⁸

III. CONSÉQUENCES DE LA COVID-19 SUR LES PME

Le nouveau coronavirus (Covid-19) a de graves conséquences pour le commerce mondial et les entreprises qui l'animent. Alors que les Etats sont à de diverses phases de confinement ou de relâchement des mesures de confinement, il devient évident que le virus a particulièrement touché les petites et moyennes entreprises (PME).

Avec la Covid-19, les chaînes d'approvisionnement mondiales ont été mises à rude épreuve par cette pandémie, qui a également bouleversé le commerce international.

La pandémie de la Covid-19 a été à la fois une crise sanitaire et économique. Elle a présenté un certain nombre de défis pour les PME et les chaînes d'approvisionnement mondiales. Les conséquences de la Covid-19 sur les PME, les chaînes d'approvisionnement internationales et le commerce visent à renforcer la résilience des PME étant donné qu'elles continueront

⁸ LITTLE, *Industrie et commerce international dans quelques PVD*, PUF, Paris, 2015, p. 20.

d'être des paratonnerres pour la croissance future et pour atteindre les objectifs de développement durable des Nations Unies.

Il faudrait fournir un guide pour les entreprises, les décideurs politiques et les organismes de soutien aux entreprises sur la manière de déployer des stratégies de rétablissement post pandémie. Il vise à aider les écosystèmes des PME à surmonter la crise et à se préparer à la nouvelle normalité, en soulignant la nécessité d'un commerce et d'un leadership résilients, durables et inclusifs.⁹

Si la plupart des pays ont connu une certaine forme de confinement, le confinement en Chine, dans l'Union Européenne et aux Etats-Unis d'Amérique a eu de très fortes répercussions sur le commerce. Ensemble, ces trois économies représentent 63% des importations de la chaîne d'approvisionnement mondiale et 64 % des exportations de la chaîne d'approvisionnement. La perturbation mondiale de ces centres de fabrication occasionnerait \$126 milliards de pertes en 2020.

Cette perturbation n'est pas allée sans conséquences pour les pays en développement. Les Perspectives de compétitivité des PME prévoient que les exportateurs africains perdraient plus de \$2,4 milliards dans les exportations mondiales de la chaîne d'approvisionnement industrielle en raison des fermetures d'usines en Chine, dans l'UE et aux Etats-Unis d'Amérique. Ces pertes pour la plupart, plus de 70%, sont dues à la perturbation temporaire des liens entre les chaînes d'approvisionnement avec l'UE.

En s'appuyant sur les données recueillies dans le cadre de l'enquête de l'ITC sur les répercussions de la Covid-19 sur les entreprises, réalisée au cours des premiers mois de la pandémie, la publication phare Perspectives de compétitivité des PME constate que plus de 55% de toutes les entreprises ont été fortement touchées par la pandémie. Deux tiers des micros et petites entreprises ont déclaré que la crise avait fortement affecté leurs activités

⁹ KALDOR N., « Dévaluation et Ajustement dans les PVD », dans *Finance et développement*, BIRD, Washington, 2019, p. 36.

commerciales, contre 40 % des grandes entreprises. Un cinquième des PME ont déclaré qu'elles risquaient de fermer définitivement dans les mois futurs.

Les entreprises du secteur des services sont les plus durement touchées par la Covid-19, en particulier celles qui fournissent des services d'hébergement et de restauration. Plusieurs entreprises fournissant de tels services ont déclaré que le confinement total ou partiel avait fortement affecté leurs activités.

Dans le même temps, on constate que les interdictions d'exportation et autres restrictions couvrent 73% du commerce mondial des produits liés à la Covid-19. Au total, 93 pays appliquent des mesures temporaires d'exportation liées au virus, notamment des interdictions ou des restrictions d'exportation de produits médicaux, mais aussi, de denrées alimentaires. Ces restrictions à l'exportation varient selon les régions. Peu de pays africains, par exemple, ont mis en place des restrictions à l'exportation d'équipements médicaux liés à la Covid-19, pour la simple raison qu'ils ne fabriquent pas ces produits eux-mêmes.

A l'inverse, on constate que 105 pays appliquent des mesures temporaires sur les importations des produits liés à la Covid-19. Presque toutes ces mesures visent à faciliter l'accès aux fournitures médicales ou aux aliments essentiels, et les trois quarts des pays développés ont supprimé ou réduit les droits de douane sur les produits médicaux depuis le début de la crise. Seuls 46% des pays en développement et 18% des pays les moins avancés ont pris des mesures similaires.

IV. DE L'ADAPTATION A LA NOUVELLE NORMALITE

En plus de fournir un aperçu des réponses apportées par les gouvernements et les entreprises pour surmonter la crise, nous formulons des suggestions aux entreprises, aux institutions de soutien aux entreprises et aux décideurs politiques sur la manière de s'adapter à la « nouvelle normalité » dans la période à venir.¹⁰

¹⁰ REIFFERS A., *Economie et finance internationales*, Dunod, Paris, 2019, p. 47.

Il y a donc nécessité de renforcer la résilience des PME pour qu'elles puissent résister aux chocs futurs ; d'intensifier les efforts pour aider les PME à passer au numérique ; de rendre les chaînes d'approvisionnement plus ouvertes et inclusives ; et de profiter de la crise pour rendre les entreprises du monde entier davantage orientées vers la durabilité et le respect de l'Environnement.

Nous suggérons encore que les grandes entreprises devraient envisager d'injecter un plus grand capital social dans les chaînes d'approvisionnement mondiales une fois la pandémie passée. Plus précisément, les grandes entreprises repensent leur approche de la collaboration et du partage des coûts avec les PME afin de garantir une répartition plus équitable des risques et des coûts en période de crise. Cela garantirait une plus grande confiance mutuelle, et permettrait également aux petites, moyennes et grandes entreprises de résister et de réagir aux crises futures.

Il faudrait également à une plus grande collaboration nationale et internationale pour s'adapter aux nouvelles normes et réglementations qui résulteront inéluctablement de la pandémie de la Covid-19. Il s'agit notamment des nouvelles exigences du marché, telles que les normes de qualité, de sécurité alimentaire ou des exigences en matière de santé et de sécurité, mais également des normes et réglementations couvrant la sécurité, la résilience et la gestion des risques.¹¹

CONCLUSION

Il était question dans cette réflexion d'analyser l'impact de la pandémie de la Covid-19 sur le commerce international. En effet, l'impact de Covid-19 sur le commerce et la croissance au niveau international est sans appel. La croissance mondiale 2019 est ralentie à 2,9% alors qu'elle devait se situer à 3,5%. Les changements drastiques de l'offre et la demande des biens et services ainsi que les perturbations des liens commerciaux et des règles

¹¹ KRUEGER A., *Art. cit.*

commerciales imposés par la pandémie de Covid-19 ont un impact direct sur la croissance et sur le commerce international.

De ce fait, le confinement total est une poison pour le commerce international. D'où la nécessité d'assouplir les méthodes de confinement étant donné que le monde doit vivre avec ce virus. Parce que la circulation des personnes est un moteur de la propagation de la pandémie, le développement et la normalité du commerce en ligne s'imposent.

L'amélioration du système de transport international par la création d'une chaîne logistique internationale susceptible de connaître à temps réel où se trouveraient les marchandises que ça soit sur le mode de transport aérien, terrestre, lacustre, fluvial et ferroviaire.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Banque Mondiale, *Apport sur le développement dans le monde*, BIRD, Washington, 2020.
- <http://www.intracen.org/publication/smeco2020>, 2020.
- <https://ici.radio-canada.ca>, consulté le 20 octobre 2020.
- KALDOR N., « Dévaluation et Ajustement dans les PVD », dans *Finance et développement*, BIRD, Washington, 2019.
- KRUEGER A., « Effet des stratégies commerciales sur la croissance », dans *Finances et développement*, BIRD/FMI, vol.22, n°2, Washington, 2020.
- LITTLE, *Industrie et commerce international dans quelques PVD*, PUO, Montréal, 2019.
- REIFFERS A., *Economie et finance internationales*, Dunod, Paris, 2019.
- RFI, « RDC: lever ou non les sanctions, une équation délicate pour l'Union européenne », disponible sur www.rfi.fr, 03 novembre 2018.
- RIGAUD C., « Les sanctions ciblées américaines violent le droit international », dans *Afrik arabia*, 11 Juin 2017.
- SAWYER I., « Lettre au sujet des sanctions ciblées de l'UE à l'égard de la RD Congo », disponible sur www.hrw.org, 03 décembre 2018.

-
- UE, Document, Résolution de l'Union européenne sur la RD Congo & vidéo du débat, 15 juin 2017.
 - WESSELS J. « RDC: L'Union européenne prolonge ses sanctions, notamment contre le candidat du pouvoir », disponible sur www.rtbf.be, 10 décembre 2018.
 - YOGO E.E., « L'exigence d'appropriation du concept d'autonomie stratégique en Afrique centrale », dans *Res Militaris*, vol. 11, n°1, Hiver-Printemps 2021.